

Downia

Le Monde

N° 824 du 26 / 03 / 2025

MEMBRE: MEDIAF

Mobilisation de l'opposition contre la 5ème République

$\frac{9}{20}$, Mention à peine passable

● L'opposition doit revoir sa stratégie



Dodji Apevon (FDR)



Brigitte Adjmagbo-Johnson (DMP)



Jean-Pierre Fabre (ANC)



Prof. Wolou Komi (PSR)



Prof. David Dosseh (Togo Debout)

Togo

L'Assemblée nationale célèbre la femme **P.4**



Le Pdt de l'Assemblée nationale posant avec le personnel féminin

UEMOA/ Fonctionnement et évolution

2024, la croissance au rendez-vous **P.5**



Abdoulaye Diop, pdt de la Commission de l'UEMOA

Sénégal

7 milliards de dollars, la dette « cachée » de Macky Sall **P.6**



Fait divers

Etats-Unis (suite)

Un voleur avale 710.000 euros de boucles d'oreilles... pour faire disparaître son butin

Des corps étrangers dans son organisme en attente d'« expulsion » Il avait pris la fuite en voiture avec le reste du butin et avait roulé près de 550 km, avant d'être interpellé. La police, qui le recherchait activement, avait réussi à récupérer sa plaque d'immatriculation grâce aux images de vidéosurveillance du centre commercial. Elle le suspecte d'avoir voulu retourner chez lui, au Texas.

Pour faire disparaître son butin et donc les preuves de son méfait, l'homme aurait décidé d'ingérer deux paires de boucles d'oreilles d'une valeur de 770.000 dollars (710.000 euros). « Vais-je être accusé de ce qu'il y a dans mon estomac ? », a-t-il demandé au personnel de la prison du comté de Washington où il a été incarcéré.

Le suspect a subi une radiographie de son torse qui a prouvé la présence de corps étrangers dans son organisme. « Il pourrait s'agir des boucles d'oreilles Tiffany & Co volées lors du vol, mais elles devront être récupérées... après leur expulsion », indique le rapport d'arrestation du département. Personne ne sait encore dans quel état réapparaîtront les bijoux.

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email: dlatatine1@gmail.com
Siège: Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication: Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef: Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction: Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie: Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Hamdan Ballal

Faire connaître la vérité sur la situation en Palestine. Une audace de Hamdan Ballal qui lui coûte aujourd'hui.

Coréalisateur de "No Other Land", un film engagé sur la situation en Cisjordanie et oscarisé, il a été arrêté lundi 24 mars par l'armée israélienne après une attaque de sa maison par les colons Israéliens.

"No Other Land" suit en effet un jeune Palestinien luttant contre ce que l'ONU qualifie de déplacement forcé des habitants des villages des environs, autrement une situation liée aux conséquences des affrontements entre l'armée israélienne et le Hamas. Avec cette agression et cette arrestation, l'Etat Hébreux se montre donc de plus hostile à toute présence de camera sur les théâtres de ses opérations. Malgré le danger, Hamdan Ballal et son coréalisateur ont voulu montrer au monde entier le calvaire des déplacés. L'ONU et les autres organisations internationales doivent impérativement appeler à sa libération, puisque n'ayant commis aucune infraction, si ce n'est faire son travail.



Bien: Ebrahim Rasool

Il a été accueilli en héros de retour dans son pays et pour cause. Ambassadeur de l'Afrique du Sud aux Nations-Unies, il a été expulsé par les Etats-Unis sous prétexte qu'il critique Donald Trump. C'est tout à fait surréaliste d'en arriver là. Une supposée grande démocratie mais qui est allergique à la moindre contradiction. Et dire qu'il y a des Etats qui se disent démocratiques mais qui se plient aux injonctions du nouveau locataire de la Maison Blanche. Rares sont ceux qui osent aujourd'hui critiquer cette nouvelle administration et il faut des hommes comme Ebrahim Rasool dans les grandes instances pour porter ces genres de contradictions.



Mal: Macky Sall

Une gouvernance pas vraiment vertueuse en matière de la transparence économique. C'est l'étiquette qui colle à la peau de l'ex président Sénégalais Macky Sall. L'accusation avait été portée par les nouvelles autorités suite au rapport de la cour des comptes. Elle a été confirmée par une mission du Fonds monétaire internationale (Fmi). Pourtant à la sortie du rapport, le camp Macky Sall avait vite crié à une cabale politique, mais tout semble désormais clair après l'avis d'une institution indépendante internationale. Il faut le dire, le trou laissé est abyssal. On parle de 7 milliards de dollars de déficit masqué. La gouvernance ne devrait pas se baser sur le mensonge, c'est une évidence. Cette manière de faire la politique contribue à décrédibiliser les hommes politiques et ces derniers devraient tout faire pour corriger le tir.



Santé

La suspension de l'aide américaine plonge la lutte contre le VIH dans une crise sans précédent

Avec un budget annuel de 42,8 milliards de dollars, l'USAID (Agence des Etats-Unis pour le développement international) représentait 42% de l'aide humanitaire mondiale. Son démantèlement crée un vide abyssal, mettant en péril des milliers d'organisations de santé, qui se retrouvent sans ressources pour poursuivre leurs missions. Les ONG, les institutions de santé et les programmes d'aide aux populations vulnérables sont pris de court, forcés de fermer des centres de soins et de licencier des milliers de professionnels de santé.

PEPFAR et USAID : des piliers de la lutte contre le VIH menacés par les coupes budgétaires américaines

Au début des années 2000, les Etats-Unis ont joué un rôle majeur dans la lutte contre le VIH/sida en créant le President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR), un programme visant à endiguer la propagation du virus dans les pays les plus pauvres, majoritairement situés en Afrique. En deux décennies, ce programme a sauvé plus de 25 millions de vies, en finançant l'accès aux traitements, la prévention et l'éducation à la sexualité pour des millions de personnes.

Avec la suspension de ces financements, les conséquences sont immédiates et dramatiques :

- 20 millions de personnes sous antirétroviraux (ARV) sont menacées d'une rupture de traitement. Sans médicaments, leur charge virale risque d'augmenter,

mettant leur vie en danger et favorisant la transmission du virus.

- 90% des prophylaxies pré-expositions (PrEP) ne sont plus financées, exposant des millions de personnes à un risque accru d'infection.

- Les cliniques et centres de soins ferment en cascade, faute de moyens pour acheter des médicaments ou payer le personnel. Des patients, hier encore pris en charge, se retrouvent livrés à eux-mêmes, sans aucune alternative médicale.

Les coupes de l'aide américaine ont des conséquences graves sur la lutte contre l'épidémie. On parle d'interruption des services et des traitements, d'une augmentation du nombre d'infections, d'un impact sur les services essentiels et d'une instabilité financière des associations.

Cette décision ne constitue pas seulement une crise humanitaire. C'est une régression historique. L'ONUSIDA alerte sur le fait que si ces coupes budgétaires se poursuivent, le nombre de nouvelles infections pourrait exploser et les décès liés au sida s'accroître de manière dramatique.

Quels impacts concrets de l'arrêt des financements américains sur le réseau Coalition PLUS ?

Les associations du réseau Coalition PLUS ne sont pas épargnées. Certaines structures ont reçu l'ordre d'arrêter toute activité liée aux financements de l'USAID, ce qui entraîne une rupture brutale des services essentiels.

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDER POUR BATE www.oftg

Mobilisation de l'opposition contre la 5ème République

9/20, mention à peine passable

● L'opposition doit revoir sa stratégie

Comme dans ses habitudes, votre journal Dounia note généralement l'exécutif, c'est-à-dire chaque ministre périodiquement a une note. Cette fois-ci, le jury a tourné ses gyrophares vers l'opposition et la société civile. De temps en temps, il y aura des notes selon les actes politiques ou sociaux que les partis politiques et les organisations de la société civile vont poser. Ainsi pour donner le top, la Rédaction a commencé par évaluer la mobilisation qu'a enregistrée l'opposition dimanche 23 mars dernier à Akassimé à Lomé contre la Constitution de la 5ème République, promulguée le 6 mai 2024.

La mayonnaise n'a pas pris

Aujourd'hui, lorsqu'on parle de la mobilisation de l'opposition nous sommes très loin de la mobilisation d'antan. Au temps de Gilchrist Olympio, c'était la mobilisation des grands jours, tous les militants et sympathisants de l'opposition se jetaient dans la ba-

Fabre, Apévon, le Professeur Wolou et consort tentent de drainer la foule qui ne croit plus à l'opposition, seuls quelques rares inconditionnels de cette opposition tentent de faire acte de courage mais une seule hirondelle ne fait pas le printemps comme le dira l'autre. Fabre et ses camarades de lutte n'ont que

Constitution de la 5ème République après les quelques semaines qui restent encore pour l'application à 100% du régime parlementaire.

Les causes de l'échec

Il faut admettre que depuis un certain temps, tout le monde s'accorde à recon-



Dodji Apevon (FDR)



Brigitte Adjmagbo-Johnson (DMP)



Jean-Pierre Fabre (ANC)



Prof. Wolou Komi (PSR)

taille pour une mobilisation des grands jours. Aujourd'hui, l'eau a coulé sous les ponts, l'usure du temps, la démobilisation etc. font que les leaders peinent à rassembler le monde, la mobilisation n'était pas du tout ce à quoi on s'attendait. Mieux

leurs yeux pour pleurer. La mobilisation mieux, la « foule » de dimanche à Akassimé n'est pas susceptible de créer un rapport de force pour faire reculer le pouvoir qui est en train de dérouler sa stratégie et mettre sur pied les institutions pour l'application totale de la

naitre que le plus grand mal qui mine l'opposition c'est la division, mieux la haine viscérale entre les leaders eux-mêmes et les militants des différentes formations politiques de cette opposition. L'exemple type, ces dernières années, c'est la haine entre le camp

de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) et celui de la Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK) lors de la dernière élection présidentielle de Février 2020. Les leaders se sont maudits sous le regard stupéfait de leurs militants. En illustration, Mgr Kpodzro, paix à son âme, qui maudissait Jean-Pierre Fabre et plus tard, il va entrer en conflit avec son poulain feu Gabriel Agbéyomé Kodjo.

Aujourd'hui, la haine de Fabre vis-à-vis de certains de ses collègues de l'opposition serait pire que la haine de ce dernier à l'égard du pouvoir et de ses tenants. Tout ceci se passe sous les yeux du parti au pouvoir Unir qui se consolide et dont les membres ne jurent que par leur « champion » et font bloc autour de ce dernier à travers une union sacrée.

Comment cette opposition

leaders de l'opposition puissent accorder leurs violons pour glaner quelques sénateurs du moins, là où ils étaient majoritaire dans les conseils municipaux et régionaux, mais hélas, l'ANC a boycotté et a fait pression pour que les candidats proches de l'opposition ne soient pas votés. Voilà ce qui ouvre le boulevard aux candidats au pouvoir qui naturellement ont fait une razzia.

Justification de la note 9/20

La note 9/20 se justifie par le fait que d'abord, l'opposition a pu se battre pour que son meeting soit autorisé par les autorités compétentes, ce qui n'était pas le cas pour les derniers appels à manifestation qui étaient systématiquement interdits par le ministère de l'Administration territoriale. C'est déjà un début positif à mettre à l'actif de l'opposition. Aussi, c'est l'une des rares fois où on a vu l'honorable Adjmagbo Johnson aux côtés de Fabre. Mais le fait d'avoir mis tout en œuvre pour arracher l'autorisation à manifester et d'avoir mobilisé ses militants et sympathisants ont permis au jury de donner à cette manifestation, une note très proche de la moyenne, c'est-à-dire, 9/20, une mention à peine passable. Le fait de s'asseoir est déjà un pas vers l'avant, mais il faudra aller au-delà pour pouvoir mériter la moyenne dans les prochaines notations.

Tinos

Le régime parlementaire

Avantages de la nouvelle forme de gouvernance expliqués

« Découvrir, vivre et s'engager pour la 5ème République ». C'est le thème d'une campagne de sensibilisation du contenu et des avantages de la constitution de la 5ème République, une constitution qui fait passer le Togo d'un régime semi-présidentiel à un régime parlementaire désormais. La démarche portée par le ministre en charge des Droits de l'homme Pacôme Adjrouvi vise à expliquer la démarche juridique

ayant conduit à la 5ème République, ainsi que les contours du régime parlementaire, notamment ses avantages.

Exit donc désormais le président de la République comme premier responsable du pouvoir exécutif, place au Président du Conseil qui détendra le pouvoir exécutif. Le président de la République se contentera du pouvoir symbolique et sera désigné par l'Assemblée nationale et le sénat réunis en

congrès.

Fin des dépenses et tensions liées aux élections présidentielles

L'un des principaux arguments qui ont justifié la mise en place de cette 5ème République est de loin l'apaisement des tensions politiques et sociales lors des différentes campagnes électorales, notamment la présidentielle et surtout après la prolifération des



Pacôme Adjrouvi, ministre en charge des Droits de l'Homme

résultats. A ces tensions, il faut ajouter les dépenses effectuées par chaque état-major des formations politiques. Une situation qui prive les petites formations politiques de campagnes équitables. Ce

sont là entre autres arguments avancés par les défenseurs de la 5ème République, lesquels arpentent les différentes contrées du pays depuis la semaine écoulée.

Archange

Togo

L'Assemblée nationale célèbre la femme

Dans une ambiance empreinte de solennité et de fierté, l'Assemblée nationale togolaise a célébré, en différé lundi 24 mars 2025, la Journée internationale des droits de la femme. Organisée à l'initiative de l'Association des Femmes de l'Administration Parlementaire (AFAP) et du Caucus des femmes parlementaires, cette journée de réflexion a rassemblé députés, personnel administratif et invités, autour de deux thèmes : « Enjeux et défis de la participation de la femme à la vie publique au Togo » et « Promotion des femmes au sein de l'Assemblée nationale : état des lieux et perspectives ».

Ces communications ont permis d'examiner en profondeur les progrès accomplis, les obstacles persistants et les

voie de l'égalité, en promouvant un leadership féminin compétent et engagé », a déclaré la Présidente de l'AFAP, Mme Byante Marie,



Le Pdt de l'Assemblée nationale posant avec le personnel féminin

pistes à explorer pour une participation féminine accumulée dans les sphères décisionnelles.

À l'Assemblée nationale, la dynamique d'inclusion est bien engagée. Sur les 17 femmes députées que compte la première législature de la Ve République, plusieurs occupent des postes stratégiques. Du côté de l'administration parlementaire, les chiffres sont encore plus éloquentes : 42 femmes y travaillent, dont 23 occupent des fonctions de responsabilité, soit 54,8% des effectifs féminins.

« Ces données démontrent que notre institution est résolument engagée sur la

dans son mot de bienvenue.

L'Honorable Myriam Dosou-d'Almeida, Vice-présidente, a salué les avancées enregistrées en matière de droits des femmes, tout en rappelant le rôle essentiel des femmes parlementaires dans la consolidation des acquis démocratiques. « Ces efforts sont notables, perceptibles, dans tous les domaines : économique, politique, qu'il s'agisse du droit d'accès au foncier pour les femmes et d'autres droits, je crois que nous pouvons être fiers des progrès qui ont été faits. Nous sommes donc les actrices

certaines, mais aussi les gardiennes de ces progrès et par notre présence massive

ici aujourd'hui et les thèmes pertinents qui ont été choisis, nous réaffirmons l'importance du rôle des femmes dans la consolidation de notre démocratie et dans la promotion du genre ».

De son côté, le 4ème Vice-président de l'Assemblée nationale, l'Honorable Ayao Dzureke, a rendu un vibrant hommage aux femmes parlementaires et à celles de l'administration, saluant leur dynamisme, leur professionnalisme et leur engagement constant au service de la nation.

« Donnez à une femme les moyens d'agir, et elle changera le monde », a-t-il souligné, avant de rappeler que l'égalité entre les sexes est une exigence fondamentale

nale, notamment la distinction "HeForShe" décernée en 2021 par ONU Femmes.

Après la présentation de la communication sur « Enjeux et défis de la participation de la femme à la vie publique au Togo » par le Professeur Essohana Tontasse et « Promotion des femmes au sein de l'Assemblée nationale : état des lieux et perspectives », animée par l'Honorable Professeur Germaine Kouméalo Anaté, les participants ont unanimement reconnu que, malgré les avancées, de nombreux défis subsistent : stéréotypes, freins socioculturels, accès limité aux documents d'identité et faible représentativité dans certaines sphères locales. Les échanges ont permis de formuler des recommandations, notamment : le renforcement des capacités des femmes ; la sensibilisation communautaire à l'égalité de genre ; la mise en œuvre effective de textes existants ; la promotion de la discrimination positive dans les nominations.

Le Président de l'Assemblée nationale, SEM Sevon-Tépé Kodjo Adédzé, a pris activement part à cette journée de réflexion en saluant la richesse des échanges et la pertinence des communications. Il a également mis en

sentées. Elles ont mis en évidence l'importance d'anticiper les enjeux liés à la participation des femmes à la vie publique. Cela me permet de mieux comprendre pourquoi le Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, qui incarne une vision de progrès et d'anticipation, a toujours accordé une place de choix à la promotion du genre.

Nous tirons de son leadership une précieuse leçon : lorsqu'une responsabilité est confiée à une femme, les résultats suivent avec efficacité. L'excellente organisation de cette journée de réflexion, menée de bout en bout par les femmes de notre institution, en est la preuve concrète. Je voudrais enfin nous exhorter à faire de chaque célébration du 8 mars une occasion d'évaluation. Il nous faut, chaque année, mesurer avec rigueur de manière qualitative et quantitative les retombées de notre engagement pour les droits des femmes », a indiqué le Président de l'Assemblée nationale.

Cette célébration marque un temps fort dans la vie parlementaire, mais surtout un appel à maintenir la dynamique de transfor-

pour un développement harmonieux. Il a également



Photo de famille

salué la volonté politique du Chef de l'État, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, dont les réformes en faveur de la parité ont valu au Togo une reconnaissance internatio-

lumière la vision d'anticipation du Chef de l'État et la valeur ajoutée du leadership féminin. « Je dois avouer que j'ai été particulièrement édifié par les deux communications pré-

mation sociale.

L'Assemblée nationale réaffirme ainsi son rôle moteur dans la construction d'une société plus juste, plus inclusive et plus égalitaire.

Elevage

Des infections de volailles déclarées dans les préfectures de Sotouboua, Vo et Tchaoudjo

Trois élevages avicoles, situés dans les localités d'Adjengré (Sotouboua), Anyron Kopé (Vo), et Kouloumdé (Tchaoudjo) ont été déclarés infectés au virus de l'influenza aviaire hautement pathogène H5N1, a annoncé le ministère en charge des ressources animales. Ces déclarations d'infections, prononcées le 20 mars dernier, font suite à des analyses d'échantillons

réalisées par le laboratoire central vétérinaire de Lomé et concernent plus de 6500 têtes de poules pondeuses, de poulets de chair, et de poules locales.

Conformément à la réglementation et au plan opérationnel de riposte, plusieurs mesures ont été activées, notamment l'abattage et la destruction de toutes les volailles présentes dans les foyers (fermes) et dans les zones



d'infection (3km de rayon autour des fermes), ainsi que leurs produits dérivés et

leurs matériels d'élevage, suivis de désinfection. En outre, les mouvements des volailles, de leurs produits dérivés, du matériel d'élevage et des aliments pour volailles sont interdits dans les cantons d'Adjengré, d'Anyron kopé, et de Komah.

Enfin, les marchés de volailles et les provenderie

sont fermés pour une durée d'un mois dans les trois cantons.

« Une indemnisation sera accordée aux éleveurs dont les animaux seront abattus et détruits par les services vétérinaires, selon la grille d'indemnisation en vigueur », a précisé le ministre, Damehame Yark. Pour rappel, les derniers cas confirmés de grippe aviaire au Togo remontent à janvier 2022.

UEMOA/ Fonctionnement et évolution

2024, la croissance au rendez-vous

Le Président de la Commission de l'Union économique monétaire ouest-africaine (UEMOA), Abdoulaye Diop a présenté aux députés de l'UEMOA le 18 mars dernier à Bamako (Mali), lors du 55ème session ordinaire du Comité Interparlementaire (CIP-UEMOA), le rapport annuel sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union.

Cette 55ème session ordinaire a été l'occasion pour le président de la Commission Abdoulaye Diop de présenter les progrès enregistrés par l'Union au cours de l'année écoulée. Selon M. Diop, l'économie de l'Union en 2024 a eu des répercussions de la crise russo-ukrainienne ainsi que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Malgré ses tensions extérieures à l'Uemoa, elle a enregistré des progrès économiques. Ainsi, « les activités des Organes de l'Union se sont déroulées dans un environnement où le taux de croissance économique au sein de notre espace s'est établi à 6,2% contre 5,3% en 2023, en lien avec la bonne tenue de tous les secteurs d'activités. Le taux d'inflation annuel moyen de l'Union en 2024 est ressorti à 3,8% contre 3,7% en 2023 », a expliqué le président Abdoulaye Diop aux parlementaires de l'Union.

Il a aussi rappelé que, l'exécution des budgets des

États membres de l'UEMOA en 2024 s'est soldée par une réduction du déficit



Abdoulaye Diop, pdt de la Commission de l'UEMOA

budgetaire global de l'Union à 5,3% du PIB contre 5,9% en 2023 en raison de la hausse des recettes publiques plus importante que celle des dépenses.

Le taux d'endettement au niveau de l'Union s'est établi à 60,3% en 2024 contre 59,7% en 2023. Concernant les échanges extérieurs de l'Union, le solde global de la balance des paiements a enregistré une amélioration, en lien avec l'atténuation du déficit du compte courant qui est de 6,3% du PIB, soit une progression de 3,3

points de pourcentage par rapport à 2023. Les réserves ont couvert 3,6 mois d'importations de biens et services en 2024 contre 3,5 mois en 2023.

Selon toujours le président de la Commission, « le processus d'intégration économique a connu des avancées en 2024, malgré les contraintes ». Ces contraintes sont liées à la situation sécuritaire et

l'Union, ce taux est ressorti à 77,27% en 2024 contre 75,91% en 2023, soit un accroissement de 1,36 point de pourcentage entre les deux années.

Le président de la Commission de l'UEMOA s'est dit satisfait du fonctionnement et de l'évolution économique des Etats membres : « globalement, la Commission a noté avec

d'exécution physique, il est de 89,97% en 2024 contre 84,70% en 2023, soit une augmentation de 5,27 points de pourcentage.

En 2024, dans le cadre de la bonne marche du processus d'intégration régionale, la Commission de l'UEMOA a fait adopter par le Conseil des Ministres Statutaire de l'Union, dix-sept (17) textes communautaires et des



Photo de famille

géopolitique dans l'espace UEMOA, notamment, la persistance de l'insécurité liée aux attaques terroristes, le ralentissement du reversement du Prélèvement Communautaire de Solidarité (PCS) par les Etats membres. Il faut noter que le PCS est la principale ressource de financement des activités des organes de l'Union.

Comparativement à 2023, le taux de mise en œuvre des réformes communautaires a également connu une légère progression. A l'échelle de

satisfaction les efforts des Etats membres de maintenir leurs performances en matière de transposition et d'application des textes communautaires », a-t-il estimé.

Au terme de l'exercice budgétaire 2024, les performances de la Commission sont en nette progression par rapport à 2023. Ainsi, le taux d'exécution financier du budget de l'Union est estimé à 86,90% contre 78,39 % en 2023, soit une augmentation de 8,51 points de pourcentage. Quant au taux

textes d'application du Règlement financier de l'Union, portant à quatre vingt-neuf (89) le nombre total des textes adoptés depuis 2021.

En ce qui concerne les perspectives, en 2025, les interventions de l'Union seront orientées notamment sur l'amorçage de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2025-2030, pour la Commission de l'UEMOA « IMPACT 2030 » et les missions régaliennes pour les autres Organes de l'Union

Joachim

Umoa-Titres

Le Togo lève 7,8 milliards FCFA

Le Togo a bouclé, ce vendredi 21 mars, une nouvelle sortie sur le marché des titres publics de l'Uemoa. En quête de 15 milliards FCFA via une émission d'Obligations assimilables du trésor (OAT), il a finalement retenu 7,8 milliards FCFA.

En tout, les investisseurs ont proposé une enveloppe de 17,8 milliards FCFA, soit un taux de couverture de 119,01 %. Selon le rapport de l'opération, les fonds ont été mobilisés via des OAT émises sur 3 ans et 5 ans, avec des taux



d'intérêt respectifs de 6,25 % et 6,50 %.

Ces nouvelles ressources portent le cumul des mobilisations du Togo à 121,5 milliards FCFA, alors que l'objectif annuel est fixé à 332 milliards FCFA.

C.PRES AUDIT CONSULTING

NIF: 1000301169 / N° RCCM: TG-LOME2015A3079

ASSISTANCE-CONSEIL-FORMATION

NOUS VOUS OFFRONS NOTRE EXPERTISE DANS LA GESTION DE VOS ENTREPRISES

GIGA PROMO

- PRODUCTION ET CERTIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS
- CRÉATION DU COMPTE GUIDEF
- PRODUCTION DE DAS
- ASSISTANCE COMPTABLE
- ASSISTANCE FISCALE
- ASSISTANCE SOCIALE (OBTENTION DE LA CARTE AMU)



cpresaudit@gmail.com



(228) 90835871



Agoè Togomé, route de la CEDEAO

Sénégal

7 milliards de dollars, la dette « cachée » de Macky Sall

Au Sénégal, le Fonds monétaire international affirme qu'entre 2019 et 2024 une dette d'un montant de 7 milliards de dollars environ a été « cachée » par l'administration Macky Sall, confirmant ainsi les conclusions de la Cour des comptes. Dans son rapport publié en février 2025, l'organe pointait une dette sous-évaluée et des manquements dans la gestion des finances du pays. « Il y a eu une décision très consciente de sous-estimer le stock de la dette » pendant les cinq dernières années, affirme Eddy Gemayel à la tête de la délégation du Fonds monétaire internatio-

nal (FMI). « Donc on est d'accord avec la conclusion du rapport de la Cour des comptes », continue Eddy Gemayel. Un montant délibérément « caché » qui s'élève à environ 7 milliards de dollars, selon l'institution financière et qui correspond à la différence entre les deux estimations de la dette publique. Celle déclarée sous l'administration Macky Sall à plus de 70 % du produit intérieur brut (PIB) et celle calculée par la Cour des Comptes qui se situe à près de 100 % du PIB.

« Il y a une sous-estimation. On a une partie de la dette qui a été cachée et ceci a per-



L'ex président sénégalais, Macky Sall

mis aux autorités de pouvoir s'endetter plus sur les marchés, de donner un signal plus positif aux marchés financiers et aussi de pouvoir s'endetter à des taux plus favorables que ce que ces taux auraient été si la dette était plus élevée », explique le chef de la délégation du FMI. Dans tous les cas de figure,

c'est un montant très élevé qui creuse le déficit public et qui a provoqué la suspension du prêt du FMI au Sénégal. Ce programme d'aides du FMI au Sénégal, d'un montant de 1,8 milliard d'euros, est suspendu depuis que les nouvelles autorités, arrivées au pouvoir il y a un an, ont révélé en septembre des erreurs dans

les chiffres officiels des finances publiques sous l'ex-président Macky Sall.

Ce prêt ne pourra reprendre qu'une fois que les autorités sénégalaises auront identifié quels mécanismes ont permis de dissimuler la réalité de la dette. Il faut également que des mesures correctives soient adoptées, assure le FMI, pour éviter qu'un tel cas ne se reproduise. Avoir un compte unique pour le trésor public par exemple, centraliser aussi les entités en charge de la gestion de la dette.

Le FMI devra ensuite décider dans les semaines qui viennent si le Sénégal décroche une dérogation ou si l'institution internationale demande à Dakar de rembourser ce qui a déjà été prêté par le FMI avant de reprendre un nouveau programme.

Rfi

L'an un de Diomaye Faye au pouvoir

Arrivé au pouvoir avec la volonté d'engager des réformes profondes, il a hérité d'une économie en croissance, mais marquée par des déséquilibres budgétaires et une dette plus importante qu'annoncé. Son gouvernement a mis en avant la transparence et la rigueur comme lignes directrices pour redresser la situation.

Une révélation choc sur les finances publiques

Dès les premiers mois de son mandat, Bassirou Diomaye Faye a commandé un audit des finances publiques, réalisé par la Cour des Comptes. Les résultats, publiés après dix mois d'investigation, ont révélé une dette nationale atteignant près de 100 % du PIB et un déficit budgétaire



Diomaye Faye, Pdt du Sénégal

de 12 %. Une situation bien plus alarmante que les estimations

Conséquence directe, les agences de notation Moody's et Standard & Poor's ont

abaissé la note du Sénégal, rendant les emprunts internationaux plus coûteux et refroidissant les investisseurs étrangers.

Malgré ces difficultés, le président Faye a maintenu son cap vers une plus grande indépendance économique. Il a exprimé sa volonté de renégocier les contrats pétroliers, gaziers et miniers pour garantir une meilleure redistribution des richesses nationales. Cette approche s'inscrit dans une ambition plus large : celle de réduire la dépendance économique du pays vis-à-vis des partenaires étrangers et de renforcer la production locale.

L'agriculture a été identifiée comme un secteur clé pour assurer la sécurité alimentaire et stimuler l'emploi. Une des mesures phares de son gouvernement a été la baisse des prix de produits de base comme le

riz, le sucre, l'huile et le pain, afin de soulager les ménages face à la cherté de la vie.

Le plan Sénégal 2050 : une vision à... trop long terme

Pour inscrire ces transformations dans la durée, Bassirou Diomaye Faye mise sur le plan Sénégal 2050. Une vision que nombre de Sénégalais jugent à trop long terme, tellement les urgences sont nombreuses. Seulement, cette stratégie de gouvernement repose sur l'exploitation des ressources fossiles du pays, avec une production attendue de 100 000 barils de pétrole par jour et des revenus gaziers partagés avec la Mauritanie. L'objectif est clair : utiliser ces ressources pour diversifier l'économie et réduire la dépendance aux fluctuations du marché mondial.

Médiation RDC-M23

João Lourenço jette l'éponge, et de bon droit

Le Président angolais, Joao Lourenço, a annoncé, ce lundi, son retrait de la médiation entre la RDC et le M23. Une décision à laquelle on pouvait s'attendre au regard des événements de la semaine écoulée.

La décision du Président angolais, médiateur désigné depuis plus de deux ans par l'Union africaine, entre la RDC et le M23 dans le conflit qui les

oppose à l'est du pays, est tombée ce lundi. À travers un communiqué posté sur les réseaux sociaux de la Présidence angolaise, João Lourenço a jeté le manteau de médiateur chargé de trouver une solution à la guerre qui déchire l'est du Congo. « Près de deux mois après son accession à la présidence intérimaire de l'Union africaine, l'Angola considère la nécessité de se libérer de la responsabilité

du médiateur de ce conflit dans l'est de la RDC », lit-on dans le communiqué

« Se consacrer davantage aux priorités globales fixées par l'organisation continentale »

La raison avancée par le dirigeant congolais, c'est sa nouvelle fonction de Président en exercice de l'Union africaine où il veut disposer de plus de temps « afin de se consacrer davantage aux priorités globales fixées par l'organisation continentale, qui se rattache avec la paix et la sécurité du continent dans son ensemble, aux infrastructures, au libre-échange continental, à la

lutte contre les épidémies, les endémies et les pandémies, au développement économique et social et à la justice pour les Africains et les descendants d'Africains à travers des réparations ».

João Lourenço annonce par ailleurs que les diligences nécessaires seront faites au niveau de l'union africaine pour que « dans les prochains jours », un autre chef d'État africain soit désigné pour prendre le relais de la médiation avec le soutien des organisations régionales comme la SADC et l'EAC. Le communiqué de la Présidence angolaise

n'a pas manqué de rappeler les différentes démarches entreprises par João Lourenço en sa qualité de médiateur et les avancées obtenues. « Depuis que l'Union africaine a attribué au Président João Lourenço la responsabilité de mener la médiation du conflit entre la RDC et le Rwanda, l'Angola n'a ménagé aucun effort pour s'engager de manière sérieuse, énergique et aussi en termes de ressources, en vue d'obtenir la paix définitive à l'est de la RDC et à chercher de normaliser les relations entre les deux pays voisins », précise le texte.

Le fonio, symbole de survie et de prospérité à Iwassi

Dans les confins de la préfecture d'Amou, à l'ouest de la région des Plateaux (Togo), se trouve niché au pied de la montagne d'Oloutsè, le village de Iwassi.

Peuplé d'un peu plus de 550 habitants, ce petit village regorge d'une richesse agricole et touristique qui ne demandent qu'à être découvertes.

Mais au-delà de sa beauté naturelle, c'est son histoire qui captive et inspire.

Les premiers occupants d'Iwassi auraient quitté Notsé après la chute du mur d'Agbogbo du roi Agokoli pour s'installer initialement dans le Togoland au Ghana et beaucoup plus tard, revenir au Togo, pour s'établir au

pied de la montagne Oloutsè.

D'après le chef coutumier du village Yawo Donkor Nelitche IV, les anciens une fois au pied de la montagne ont apprécié ce coin de paix, loins des conflits tribaux d'alors qu'ils ont fini par baptiser Iwassi, signifiant "les éclaireurs et enseignants".

Il dévoile que son village a pour gardien un fétiche nommé "Kolissa", le dieu du fonio car durant le périple de leur peuple, ce grain fut leur unique subsistance et leur salut.

Selon la légende, pendant les conflits tribaux, les sages invoquaient Kolissa pour transformer le fonio en une arme miraculeuse, capable de mettre en difficulté leurs ennemis.

Une grande fête annuelle



est depuis lors dédiée au dieu Kolissa, une manière de rendre hommage au fonio, symbole de survie et de prospérité du milieu.

"Le fonio de Iwassi est unique. Notre fonio prisé pour sa saveur et son histoire, mérite une reconnaissance au-delà des frontières du village. Aujourd'hui, nous avons une fête appelée la fête du fonio que nous célébrons chaque année avec les autres villages réunis", partage le gardien des Us et

coutumes

Une communauté résiliente

Malgré l'absence de certaines infrastructures, les habitants avec l'appui de leurs proches à Lomé et dans la diaspora ont bâti eux-mêmes une école pour leurs enfants et un mini-dispensaire, desservant les 8 villages environnants.

"Nos parents ont cotisé pour construire cette école et ont embauché un tuteur pour enseigner aux enfants

qu'ils payaient eux-mêmes. Aujourd'hui, les pouvoirs publics apportent leur appui à l'établissement et ont aidé dans la construction d'un mini dispensaire où tout le monde vient se soigner. Même les gens quittent la montagne de Badou pour venir ici pour les soins", note Yawo Donkor Nelitche IV.

Il faut que noter que le mini-dispensaire du chef du village est tenu par une seule sage-femme et sa prise en charge et les produits de soin assurés par les villageois.

Ces efforts ne suffisent plus. Les villageois lancent un appel à l'État pour soutenir leur dispensaire et aider au développement de Iwassi avec l'aménagement de leur piste rurale qui donne accès au village et la réhabilitation de leur école.

Et pourtant, un trésor est caché dans ce petit village de Iwassi. Tout à découvrir dans nos prochaines diffusions sur la référence africaine.

Etcha, la cascade perdue dans le village de Iwassi

Un trésor caché dans la montagne Oloutsè sous laquelle est niché le beau village de Iwassi dans la préfecture d'Amou, près de 15 km de la ville d'Atakpamé au Togo.

Bien que cette merveille naturelle soit une richesse inestimable pour la région, la cascade reste largement oubliée, loin de l'effervescence touristique qui attire les visiteurs vers d'autres chutes d'eau du pays.

Dissimulée au fond de la montagne, Agridigitale a mis au grand jour ce précieux trésor appelé à être valorisé.

"C'est de notre plus grande richesse pour le village de Iwassi. C'est cette cascade qui nous alimente en eau, et c'est aussi grâce à cette cascade que notre milieu héberge une bonne biodiversité et une fraîcheur naturelle", confie Yawo Donkor Nelitche IV, Chef du village de Iwassi.

"L'ambition est de pouvoir faire en faire un site touristique car nous avons une grande cascade avec de grosse chute d'eau", ajoute-t-il à la référence africaine.

Un voyage inoubliable au cœur de la nature

Pour atteindre cette cascade, il vous faut d'abord grimper une petite colline escarpée. Le chemin est parfois difficile, mais chaque pas en vaut la peine.

À mesure que l'on progresse, la forêt dense de la montagne Oloutsè semble vous envelopper dans un silence apaisant, brisé seulement par le chant des oiseaux et le bruit lointain de l'eau qui chute avec force.

Après un temps de marche pas très épaisant, vous êtes récompensé par la vue spectaculaire de la cascade.

L'eau se déverse puissamment, créant une atmosphère d'humidité et de fraîcheur, même en pleine saison sèche. En période de pluies, la force des chutes est tellement élevée qu'il devient difficile de s'approcher de trop près sans être mouillé.

"L'une des particularités de cette cascade est l'air pur et le climat frais qui règnent dans cette zone montagneuse. Le calme qui y réside est presque sacré. Le bruit de l'eau qui tombe, associé à l'environnement qui est totalement calme, crée une mélodie naturelle qui apaise l'esprit de



l'homme. C'est un véritable coin de paix et de méditation", lance Kokou Gnatchonou, natif du milieu.

En plus de la beauté visuelle de la cascade, le site offre également un écosystème particulièrement intéressant.

La montagne Oloutsè abrite une biodiversité riche, avec des plantes et des animaux qui vivent dans cet environnement humide et protégé.

Ce lieu pourrait facilement devenir un site de choix pour les amoureux de la nature, les randonneurs, ou même les chercheurs intéressés par les écosystèmes montagneux.

Malgré la beauté et le potentiel de la cascade de Iwassi, elle demeure largement ignorée.

Contrairement à d'autres cascades bien établies dans la région de Kpalimé, celle-ci semble être laissée de côté.

Est-ce parce qu'elle est difficile d'accès ? Ou est-ce simplement parce qu'elle est encore méconnue, perdue au fond des montagnes ?

"Pour nous, ce site présente une opportunité précieuse pour le développement touristique durable de notre village. Tout ce qu'il faut aujourd'hui, c'est de trouver les moyens pour faciliter l'accès de ce site aux visiteurs et touristes tout en préservant son écosystème fragile. C'est ainsi que Iwassi pourrait devenir un lieu incontournable pour les voyageurs à la recherche de la beauté naturelle et de

tranquillité. Le tourisme pourrait générer des revenus importants pour la communauté locale et offrir aux visiteurs une expérience inoubliable", partagent les autorités locales à Agridigitale.

La cascade de Iwassi est un joyau caché qui attend d'être découvert. Des endroits comme celui-ci rappellent l'importance de protéger ces trésors

en permettant aux visiteurs de les apprécier.

Si vous êtes un amoureux de la nature, un randonneur ou simplement quelqu'un en quête d'un lieu paisible pour se ressourcer, la cascade de Iwassi est un endroit à découvrir absolument.

Il est grand temps que ce site magnifique soit reconnu à sa juste valeur, non seulement pour sa beauté naturelle, mais aussi pour les bénéfices qu'il pourrait apporter à la communauté d'Iwassi et à la région dans son ensemble.

Peut-être qu'un jour, cette cascade "perdue" ne sera plus un secret bien gardé, mais une destination incontournable pour ceux qui souhaitent explorer la beauté cachée du Togo.

agridigitale.net



Évitez les sanctions !

DECLAREZ ET PAYEZ VOS IMPOTS ET TAXES DANS LES DELAIS REGLEMENTAIRES

AU PLUS TARD LE 31 MARS

- *Dépôt des états financiers et déclaration des revenus des personnes physiques (Art. 20, 22, 41, 56, 83 du LPF) ;*
- *Déclaration et paiement de la Taxe sur les Véhicules à Moteur pour les personnes physiques (art. 158 du CGI) ;*
- *Déclaration et paiement du solde de l'IR de l'année (N-1) (Art. 25, 37, 55 du LPF) ;*
- *Déclaration et paiement du solde de la patente de l'année (N-1) (Art. 84 du LPF) ;*

